

Agreste Pays de la Loire



Juillet 2019

RICA 2017

Redressement du résultat agricole en 2017

En Pays de la Loire, après une année 2016 marquée par des conditions climatiques défavorables et des prix bas, le résultat moyen des exploitations agricoles du Réseau d'information comptable agricole se redresse à 48 900 €, soit 30 500 € par unité de travail non salarié (UTANS). Le résultat ligérien est plus élevé de 10 600 € par exploitation par rapport au résultat national et de 3 100 € par UTANS.

Après deux années de baisse, l'amélioration du résultat est plus sensible au niveau de la région. Le résultat progresse de 44 % par rapport à 2016 et de 23 % par rapport à la moyenne observée sur la période 2014-2016, contre respectivement 41 % et 11 % pour le résultat national.

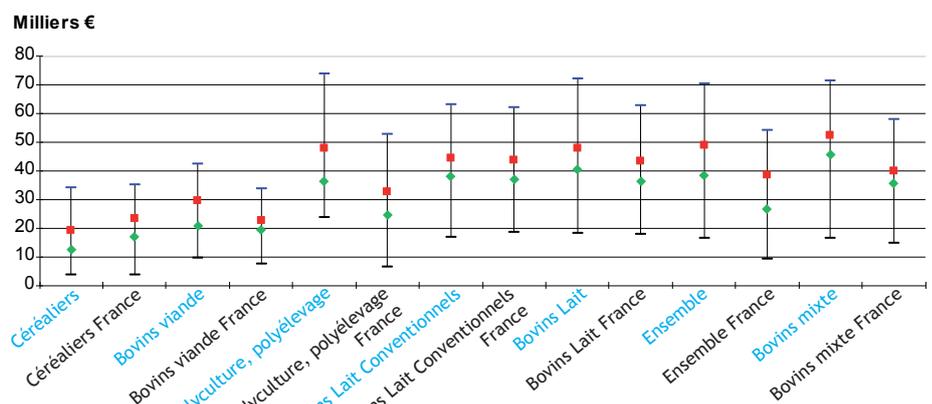
En 2017, sept exploitations régionales sur dix affichent un résultat en hausse. Le nombre d'exploitations déficitaires a été divisé par deux entre 2017 et 2016. Le résultat reste négatif pour moins de 8 % des exploitations contre près de 14 % au niveau France.

A l'exception du maraîchage et de la viticulture, toutes les orientations de production affichent des résultats en hausse. La croissance du résultat régional est tirée par de fortes augmentations constatées dans les exploitations laitières (+ 66 %), dans les exploitations de polyculture polyélevage (+ 84 %) et dans les exploitations avicoles (+ 73 %). En maraîchage, le résultat se replie de 16 %. Les crises conjoncturelles, en légumes d'été, ont entraîné des destructions de cultures. En viticulture, le résultat se déprécie de 6 %, le millésime 2017 étant marqué par de fortes gelées de printemps.

La dispersion des résultats s'accroît

L'accroissement des résultats en 2017 s'accompagne également d'une plus grande dispersion. Pour la moitié des exploitations ligériennes, le résultat dégagé se situe entre 16 200 € et 70 300 € (entre 9 000 € et 54 000 € France entière). La dispersion du résultat régional, mesurée à partir des écarts interquartiles, s'élève ainsi à 54 100 €. Cet écart s'est accru de 11 200 € par rapport à 2016. La collecte de lait bio, concentrée dans l'ouest de la France, tire le résultat moyen des exploitations laitières des Pays de la Loire et accentue la dispersion des résultats dans cette orientation. Le différentiel de prix entre le lait conventionnel et le lait bio reste important.

Des résultats plus élevés et plus dispersés en région



Guide de lecture (données France)

- Quart inférieur : en France, 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 14 700 €
- Quart supérieur : en France, 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat supérieur à 57 800 €
- ◆ Médiane : en France, la moitié des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 35 700 €
- Moyenne : en France, le résultat moyen des exploitations « Bovins mixte » s'établit à 40 000 €

Source : Agreste - RICA

La production régionale se redresse en 2017

La production moyenne de l'exercice, en hausse de 7,5 % par rapport à 2016, s'élève à 265 400 € par exploitation,

mais reste inférieure au niveau de 2015 (277 900 €). A 196 700 €, le niveau de la production nationale est plus bas et sa

croissance plus faible, 6 %.

Les exploitations spécialisées laitières, les exploitations avicoles et les exploita-

tions de polyculture polyélevage réalisent la moitié de la production régionale. C'est également dans ces orientations

que l'on note les plus fortes augmentations de la production. Les laitiers contribuent pour 25 % à l'augmentation de la

production, les exploitants qui associent culture et élevage pour 22 % et les aviculteurs pour 18 %.

Hausse du prix du lait

Le redressement du prix du lait sur l'exercice 2017 est le premier facteur d'amélioration de la valeur de la production régionale. La revalorisation de 12 % du prix du lait, qui atteint 34,7 € par hectolitre en système conventionnel, conjuguée à l'augmentation des livraisons de lait, conduit à une hausse de 13 % du produit brut lait dans les exploitations laitières

spécialisées. A 60 300 € en moyenne par exploitation, le lait représente près du quart de la production agricole régionale. En système fourrager à dominante herbe, les exploitations laitières conventionnelles affichent encore de meilleurs résultats par UTANS. Les exploitations, où la part de maïs fourrager est inférieure à 30 % (système H)(1), dégagent

26 800 € par unité de travail familial contre 24 700 € pour les exploitations en système fourrager à dominante maïs (système M) (2). A échantillon constant, avec l'amélioration du prix du lait entre 2017 et 2016, l'écart de résultat entre ces deux systèmes de production se resserre.

Exploitations laitières conventionnelles - Pays de la Loire

	(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale	(2) système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale
Surface agricole utilisée (ha)	87,8	103,8
Surface fourragère totale (ha)	69,5	72,1
<i>dont maïs fourrager (ha)</i>	16,3	31,0
Surface en blé (ha)	10,8	21,6
Unité de travail non salarié (UTANS)	1,38	2,03
Effectifs animaux en UGB	94,2	130,6
Effectif moyen de vaches laitières	52	69
Rendement laitier (l/vache)	6 775	7 600
Production de l'exercice (milliers €)	162,9	261,7
Produit brut Lait (milliers €)	121,8	180,7
Prix de vente de l'hectolitre de lait (€)	34,5	34,8
Charges d'alimentation (milliers €)	25,3	49,2
Subventions d'exploitation (milliers €)	26,0	33,3
Excédent brut d'exploitation (milliers €)	64,6	97,6
Résultat d'exploitation (milliers €)	39,3	56,2
Résultat courant avant impôt (milliers €)	36,8	50,1

Source : Agreste - RICA 2017

De meilleurs rendements en céréales

Après des moissons médiocres en 2016, les productions végétales augmentent de 19 % en valeur, sous l'effet des volumes produits, alors que les cours peinent à se redresser. Les productions végétales apportent 42 900 € en moyenne à l'explo-

tation agricole. La récolte de blé tendre augmente de 19 % en raison de l'amélioration des rendements, qui passent de 58 quintaux par ha en 2016 à 69 quintaux par ha en 2017. La récolte de maïs grain augmente de 41 % grâce à l'augmenta-

tion à la fois des surfaces cultivées et des rendements. Le rendement en maïs grain s'élève à 96 quintaux par ha, soit 20 quintaux de plus qu'en 2016.

Repli des résultats en maraîchage et viticulture

En maraîchage, le résultat se replie de 16 %. Les crises conjoncturelles en légumes d'été ont entraîné des destructions de cultures. La production maraîchère en valeur recule de 1,6 % alors que les charges d'approvisionnement aug-

mentent de 1,1 % du fait de la hausse de 6,7 % des dépenses de semences. En viticulture, l'année 2017 est marquée par de fortes gelées au printemps et des vendanges précoces. Le millésime 2017 est d'excellente qualité. La production en

valeur augmente de 3 %. En revanche, les charges s'accroissent de 5 % : les charges de personnels augmentent de 6,2 % et les dotations aux amortissements de 7,2 %. Le résultat des exploitations viticoles se replie de 6 %.

(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 76 % de prairies, 24 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

(2) Système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 57 % de prairies, 43 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

Des revenus toujours soutenus par les subventions d'exploitation

Neuf exploitants sur dix ont perçu des subventions d'exploitation sur l'exercice 2017. Le montant moyen perçu avoisine les 31 200 €, ce qui représente 64 % du résultat courant avant impôt. France en-

tière, ces aides représentent 79 % du résultat. Le niveau moyen des subventions 2017 est comparable à celui de 2016. 36 % des exploitations ne dégageraient pas de résultat sans l'octroi de ces aides.

Ce serait le cas pour 66 % des exploitations céréalières et 77 % des élevages de bovins viande.

Hausse des charges courantes

Après trois années de baisse, les charges courantes repartent à la hausse en 2017. Elles s'accroissent de 1,3 % et avoisinent les 251 000 € en moyenne régionale. La baisse des charges d'approvisionnement constatée en 2016 est enrayerée. Elles s'établissent à 107 900 €. Les charges en alimentation animale, près du quart des charges courantes, augmentent de 2 %. Cette hausse, qui est liée à l'augmentation de la production avicole sur

l'exercice, est compensée par la baisse des dépenses en engrais et amendements (- 12 %) et en produits phytosanitaires (- 8 %). Le déficit de la production fourragère, en raison de la faible pluviométrie du printemps 2017, pèse sur les dépenses en fourrage qui augmentent de 30 %. Le cours des céréales, orienté à la baisse, se répercute sur les dépenses en aliments concentrés, dont la hausse est contenue. Les charges de structure s'élèvent à

138 900 €, en hausse de 1 %. Le renchérissement du prix des produits pétroliers en 2017 impacte les dépenses de carburant qui s'alourdissent de 10 %. La charge en entretien des bâtiments et du matériel augmente de 10 %. La baisse tendancielle des investissements, observée depuis 2010, se traduit par une baisse des charges financières de 14 %. Près de 84 % du produit courant sont nécessaires pour couvrir les charges de l'exercice 2017.

Charges 2017 - structure et évolution - Pays de la Loire

	Laitiers conventionnels				Toutes orientations confondues			
	Charges moyennes (€)	Charges/ha (€)	Structure (%)	Evolution 2016/2017 (%)	Charges moyennes (€)	Charges/ha (€)	Structure (%)	Evolution 2016/2017 (%)
Charges d'approvisionnement	81 142	837	39,1	- 0,3	107 908	1 166	43,0	0,3
Engrais et amendements	9 354	96	4,5	- 9,3	9 098	98	3,6	- 12,5
Semences et plants	8 491	88	4,1	- 1,9	9 539	103	3,8	1,7
Produits phytosanitaires	5 811	60	2,8	- 5,5	7 461	81	3,0	- 7,9
Alimentation des animaux	39 014	402	18,8	1,8	60 388	653	24,1	2,3
Produits vétérinaires	4 728	49	2,3	- 8,7	4 770	52	1,9	- 5,1
Fournitures	7 105	73	3,4	4,0	9 126	99	3,6	4,0
Carburants et combustibles	6 637	68	3,2	12,0	7 525	81	3,0	9,4
Autres charges	122 230	1 261	58,9	- 2,1	138 867	1 501	55,3	0,8
Travaux pour cultures et élevage	28 397	293	13,7	2,3	21 614	234	8,6	3,5
Loyers et fermage	11 621	120	5,6	- 1,8	12 505	135	5,0	- 0,1
Entretien bâtiment et matériel	10 960	113	5,3	8,0	10 634	115	4,2	9,6
Assurances	6 336	65	3,1	2,0	7 090	77	2,8	2,3
Charges de personnel	4 517	47	2,2	- 0,2	15 564	168	6,2	3,0
Dotation aux amortissements	34 597	357	16,7	- 0,9	37 823	409	15,1	0,8
Gaz, électricité, carburant non stocké	6 184	64	3,0	3,8	6 614	71	2,6	2,1
Charges financières	5 408	56	2,6	- 15,9	5 366	58	2,1	- 13,3
Charges courantes	207 621	2 142	100,0	- 0,8	250 915	2 711	100,0	1,2

Source : Agreste - RICA 2017

Les marges s'améliorent entre 2016 et 2017

Après deux années de baisse, l'excédent brut d'exploitation (EBE) se redresse à 91 000 €, en augmentation de 19 % par rapport à l'année 2016. A l'exception du maraîchage et de la viticulture, toutes les orientations voient leurs marges progresser. L'amélioration de la rentabilité est sensible dans les exploitations céréalières et dans les exploitations laitières. En système conventionnel, les laitiers affichent un EBE en hausse de 30 %. Leur

taux de marge brute, 33 %, a progressé de six points par rapport à 2016. La hausse de l'EBE, à remboursement de dettes stable, conduit à un allègement de neuf points de la charge de la dette. Près de 47 % de l'EBE régional sont consacrés au remboursement des dettes de l'exercice. L'endettement total de l'exploitation se replie de 1,4 %, ce qui entraîne une réduction du taux d'endettement de 1,3 points. A 51,8 %, ce taux d'endet-

tement demeure plus élevé que le taux national (42,6 %). L'amélioration de l'EBE et la réduction des charges financières accroissent les ressources propres de l'exploitation agricole en 2017. La capacité d'autofinancement (CAF) augmente de 21 % pour atteindre 86 700 € en moyenne régionale. Près de la moitié de cette ressource (49 %) est dédiée à l'autofinancement, qui augmente de 35 % sur l'exercice. Les

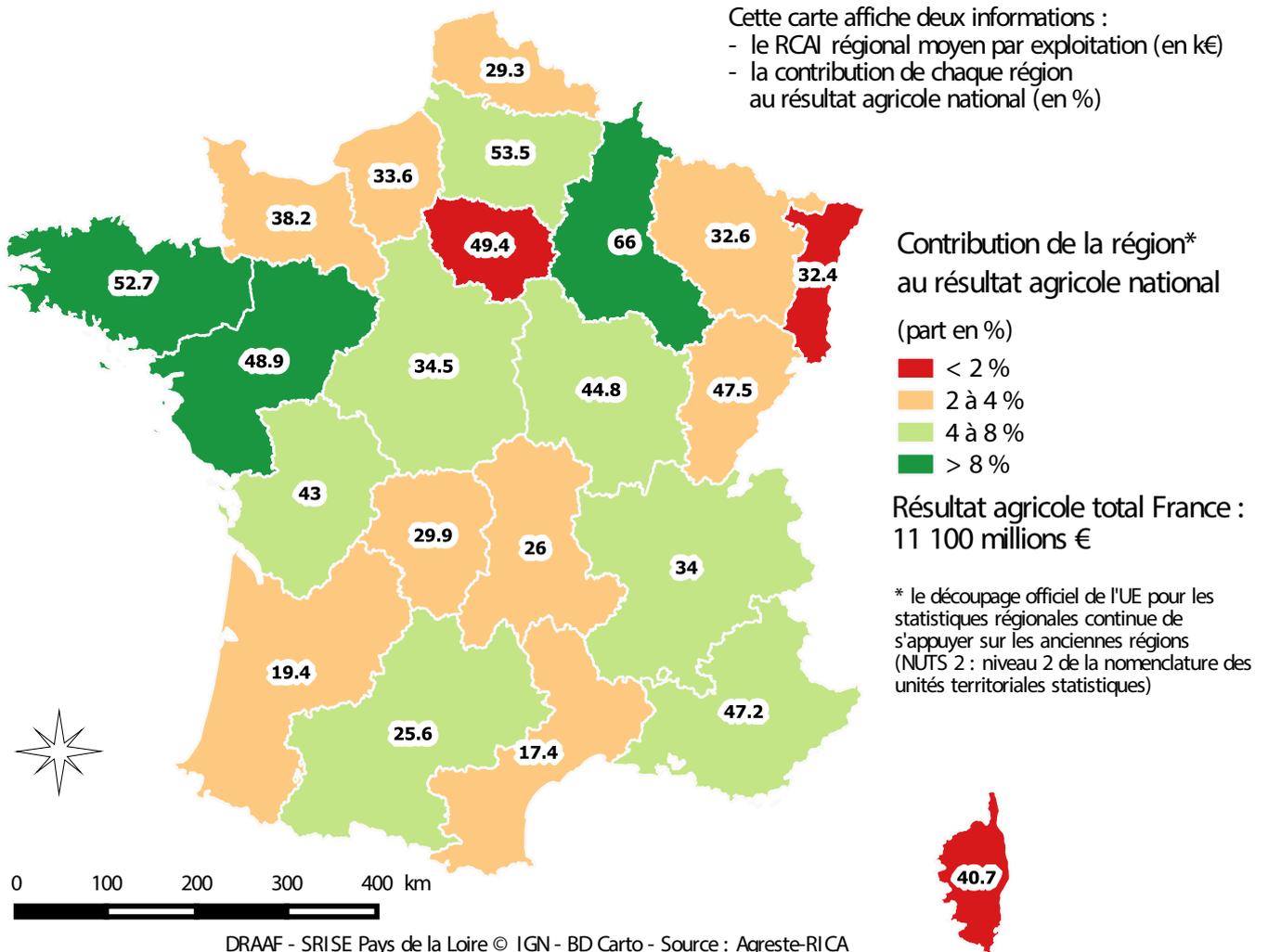
exploitations laitières conventionnelles enregistrent une hausse de 35 % de leur CAF. La ressource dégagée, 78 710 €, est consacrée à hauteur de 38 % à l'autofinancement, en progrès de 15 % sur

l'exercice.

Le niveau moyen des investissements hors foncier avoisine les 33 600 €, en retrait de 5 % par rapport à 2016. Le recul des investissements en bâtiment de 28 %

est compensé pour partie par la reprise des investissements en matériel de 12 %. Au niveau national, les investissements s'élèvent en moyenne à 24 900 €, en baisse de 11 %.

RCAI moyen par exploitation en 2017 (en k€)



Méthodologie

Europe : le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 28 états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

Nouvelle typologie : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2017 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

France : l'échantillon observé en 2017 regroupe 7 282 exploitations. Le champ couvert correspond aux 290 500 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : l'échantillon de 460 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 24 145 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : le **résultat courant avant impôt** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Subventions : les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces ont entraîné un retard de paiement. Les aides du premier pilier, dues au titre de la campagne 2017, sont enregistrées au RICA. Les aides du second pilier sont estimées.

Taux d'endettement : il rapporte le total des dettes au passif du bilan.

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2017

Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Céréales, oléoprotéagineux	Maraîchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et poly-élevage
Nombre d'exploitations représentées	24 145	2 192	642	6 067	2 606	2 174	2 482	2 883
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	92,5	99,8	9,1	98,3	113,6	125,0	50,9	128,8
dont : SAU en fermage	83,5	82,0	8,1	89,9	91,2	116,9	44,8	123,2
Effectifs animaux (en UGB*)	159,9	6,8	0,1	112,8	153,8	191,4	393,8	157,7
Nombre d'UTA **	2,3	1,2	6,2	2,0	1,4	2,0	1,7	2,5
dont : UTA non salariés	1,6	1,1	1,7	1,8	1,2	1,8	1,4	1,8
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	97,9	64,3	127,5	75,4	97,0	99,4	66,2	115,3
Capacité d'autofinancement	86,7	41,8	142,3	82,5	56,5	93,2	95,7	91,8
Autofinancement net	42,3	16,4	145,8	29,4	28,7	46,0	56,2	53,4
Actif immobilisé	309,0	133,8	331,6	320,5	316,4	396,1	291,0	358,4
dont : capital d'exploitation	287,2	89,4	320,1	298,1	284,8	377,9	279,5	339,7
Actif circulant	158,1	101,1	234,4	120,0	129,3	162,6	146,0	193,4
dont : stocks	82,3	53,8	37,2	58,2	79,2	96,4	60,4	101,6
Capitaux propres	225,8	129,2	224,4	222,5	285,5	314,1	131,7	242,9
Endettement total								
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)	243,2	105,2	342,5	220,3	160,3	247,8	308,8	310,0
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	265,4	118,8	526,3	212,7	115,2	216,5	421,8	294,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,8	0,7	2,8	0,5	0,3	0,1	1,3	1,8
- Charges d'approvisionnement	107,9	45,7	131,1	72,9	41,6	79,2	256,9	122,2
- Autres achats et charges externes (n.c. fermage)	69,4	38,2	151,1	67,7	43,3	65,4	70,3	82,8
= Valeur ajoutée hors fermage	88,9	35,6	246,8	72,6	30,6	72,0	95,9	91,2
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, indemnités assurances	32,6	24,8	20,0	33,7	46,3	48,6	17,6	44,6
- fermage	12,5	12,3	6,9	11,4	11,8	15,4	6,1	18,1
- Impôts et taxes	2,4	2,6	1,6	2,3	1,5	2,0	2,0	2,7
- Charges de personnel	15,6	1,8	116,5	5,6	3,9	4,8	5,4	15,8
= Excédent brut d'exploitation	91,1	43,6	141,9	87,0	59,6	98,4	100,1	99,1
+ Transferts de charges et autres produits de gestion	0,4	0,2	3,6	0,1	0,1	0,2	0,8	0,2
- Dotations aux amortissements	37,8	22,9	64,9	35,0	26,6	40,6	41,3	45,2
= Résultat d'exploitation	53,6	20,9	80,6	52,1	33,2	58,0	59,5	54,2
+ Produits financiers	0,7	0,5	2,0	0,8	0,4	0,4	0,6	0,9
- Charges financières	5,4	2,3	5,1	5,1	3,9	6,2	5,9	7,4
= Résultat courant avant impôts	48,9	19,1	77,6	47,8	29,7	52,2	54,2	47,7

Source : Agreste - Agreste - RICA 2017

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : rise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : Chantal Delacourt
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499

